

(1)

DE
LA RESTAURATION
ET DE LA
MONARCHIE ÉLECTIVE,
OU
RÉPONSE

A L'INTERPELLATION DE QUELQUES JOURNAUX
SUR MON REFUS DE SERVIR
LE NOUVEAU GOUVERNEMENT.
PAR M. DE CHATEAUBRIAND.

A PARIS,
CHEZ LE NORMANT FILS, ÉDITEUR,
RUE DE SEINE, N° 8.

24 MARS 1831.



NOTICE
OF
ENTERED IN THE

LIBRARY OF THE

U. S. DEPT. OF AGRICULTURE
WASHINGTON, D. C.



REPONSE

A L'INTERPELLEATION DE QUELQUES JOURNAUX

SUR MON REFUS DE SERVIR

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT.

Une question obligeante m'a été faite à diverses reprises dans les feuilles publiques. On a demandé pourquoi je refusois de servir une Révolution qui consacre des principes que j'ai défendus et propagés.

Je n'avois pas oublié cette question, mais je m'étois déterminé à n'y pas répondre; je voulois sortir en paix du monde politique, comme je sors en paix du monde littéraire dans la Préface du grand ouvrage qui termine mes *OEuvres complètes*, et qui paroîtra dans quelques jours. « A quoi bon, me dis-je, armer de nouveau les passions contre moi? Ma vie n'a-t-elle pas été assez agitée? Ne pourrois-je trouver quelques heures de repos au bord de ma fosse? »

Une Proposition faite à la Chambre des Députés, est venue changer ma résolution. Je serai compris des gens de cœur. A peine délivré d'un long et rude travail, il m'en coûte de troubler le dernier moment qui me reste à passer dans ma Patrie; mais c'est une affaire d'honneur; je ne puis l'éviter.

Depuis les journées de juillet, je n'ai point fatigué le Pouvoir de mes doléances. J'ai parlé de la Monarchie élective aux Pairs de France, avant qu'elle fût formée; j'en parle maintenant aux François, après huit mois d'existence de cette Monarchie. Une grave occasion, la chute de trois Souverains, m'avoit obligé de m'expliquer; une occasion tout aussi grave, la proscription de ces Rois, ne me permet pas de rester muet. Dans cet opuscule (réfutation indirecte de la proposition faite aux Chambres législatives, et développement de mes idées sur ce qui est), les partis se trouveront plus ou moins froissés: je n'en caresse aucun; je dis à tous des vérités dures. Je n'ai rien à ménager: dépouillé du présent,

n'ayant qu'un avenir incertain au delà de ma tombe, il m'importe que ma mémoire ne soit pas grevée de mon silence. Je ne dois pas me taire sur une Restauration à laquelle j'ai pris tant de part, qu'on outrage tous les jours et que l'on proscriit enfin sous mes yeux. Sans coterie, sans appui, je suis seul chargé et seul responsable de moi. Homme solitaire, mêlé par hasard aux choses de la vie, ne marchant avec personne, isolé dans la Restauration, isolé après la Restauration, je demeure, comme toujours, indépendant de tout, adoptant, des diverses opinions, ce qui me semble bon, rejetant ce qui me paroît mauvais, peu soucieux de plaire ou de déplaire à ceux qui les professent. Au Moyen-Age, dans les temps de calamités, on prenoit un Religieux, on l'enfermoit dans une petite tour où il jeûnoit au pain et à l'eau pour le salut du peuple. Je ne ressemble pas mal à ce moine du douzième siècle : à travers la lucarne de ma geôle expiatoire, je vais prêcher mon dernier Sermon aux passants qui ne l'écouteront pas.

Les raisons qui m'ont empêché de prêter foi et hommage au Gouvernement actuel sont de deux sortes : les unes générales, les autres particulières ou personnelles ; parlons d'abord des premières.

Si la Restauration avait eu lieu en 1796 ou en 1797, nous n'aurions pas eu la Charte, ou du moins elle eût été étouffée au milieu des passions émues. Buonaparte écrasa la Liberté présente, mais il prépara la Liberté future en domptant la Révolution et en achevant de détruire ce qui restoit de l'ancienne Monarchie. Il laboura tout ce champ de mort et de débris : sa puissante charrue, trainée par la Gloire, creusa les sillons où devoit être semée la Liberté constitutionnelle.

Survenue après l'Empire, la Restauration auroit pu se maintenir à l'aide de la Charte, malgré la défiance dont elle était l'objet, malgré les succès étrangers dont elle n'étoit que l'accident, mais dont elle paroissoit être le but.

La Légitimité étoit le pouvoir incarné ; en la saturant de libertés, on l'auroit fait vivre

en même temps qu'elle nous eût appris à régler ces libertés. Loin de comprendre cette nécessité, elle voulut ajouter du pouvoir à du pouvoir; elle a péri par l'excès de son principe.

Je la regrette parce qu'elle était plus propre à achever notre éducation que tout autre forme gouvernementale. Encore vingt années de l'indépendance de la presse sans secousses, et les vieilles générations auraient disparu, et les mœurs de la France se seroient tellement modifiées, et la raison publique aurait fait de si grands progrès, que nous eussions pu supporter toute Révolution sans péril.

Le chemin que l'on a suivi est plus court : est-il meilleur ? est-il plus sûr ?

Il existe deux sortes de révolutionnaires ; les uns désirent la Révolution avec la Liberté : c'est le très petit nombre ; les autres veulent la Révolution avec le Pouvoir : c'est l'immense majorité. Nous nous faisons illusion ; nous croyons de bonne foi que la Liberté est notre idole ; erreur. L'Égalité et la Gloire sont les deux passions vitales de la Patrie. Notre génie,

c'est le génie militaire ; la France est un soldat. On a voulu les libertés tant qu'elles ont été en opposition à un pouvoir qu'on n'aimoit pas, et qui sembloit prendre à tâche de contrarier les idées nationales : ce pouvoir abattu, ces libertés obtenues, qui se soucie d'elles, si ce n'est moi et une centaine de béats de mon espèce ? A la plus petite émeute qui n'est pas dans le sens de son opinion, à la plus légère égratignure dans un journal, le plus fier partisan de la Liberté de la presse invoque tout haut ou tout bas la Censure. Croyez - vous que ces docteurs qui jadis nous démontroient l'excellence des lois d'exception, puis qui devinrent épris de la liberté de la presse quand ils furent tombés, qui se vantent aujourd'hui d'avoir toujours combattu en faveur des libertés ; croyez - vous qu'ils ne soient pas enclins à revenir à leur première tendresse pour une *Sage Liberté*, ce qui dans leur bouche vouloit dire la liberté à livrée ministérielle, chaîne et plaque au cou, transformée en huiasier de la chambre ? Ne les entend - on

pas déjà répéter l'ancien adage de l'impuissance : *Qu'il est impossible de gouverner comme cela !*

Je l'ai prédit dans mon dernier discours à la tribune de la Pairie : la Monarchie du 29 juillet est dans une condition absolue de gloire ou de lois d'exception : elle vit par la presse et la presse la tue ; sans gloire elle sera dévorée par la liberté ; si elle attaque cette liberté, elle périra. Il feroit beau nous voir, après avoir chassé trois Rois avec des Barricades pour la Liberté de la presse, élever de nouvelles Barricades, contre cette Liberté ! Et pourtant que faire ? L'action redoublée des tribunaux et des lois suffira-t-elle pour contenir les écrivains ? Un Gouvernement nouveau est un enfant qui ne peut marcher qu'avec des lisières. Remettrons-nous la Nation au maillot ? Ce terrible nourrisson qui a sucé le sang dans les bras de la Victoire à tant de bivouacs, ne brisera-t-il pas ses langes ? Il n'y avoit qu'une vieille souche profondément enracinée dans le passé, qui pût être battue impunément des vents de la Liberté de la presse.

Il y eut liberté en France pendant les trois premières années de la Révolution, parce qu'il y eut Légimité : depuis la mort de Louis XVI que devint cette Liberté jusqu'à la Restauration ? Elle tua tout sous la République, et fut tuée sous l'Empire. Nous verrons ce qu'elle deviendra sous la Monarchie élective.

Les embarras de cette Monarchie se décèlent à tous moments : elle est en désaccord avec les Monarchies continentales absolues qui l'environnent. Sa mission est d'avancer, et ceux qui la conduisent n'osent avancer : elle ne peut être ni stationnaire ni rétrograde ; et dans la crainte de se précipiter, ses guides sont stationnaires et rétrogrades. Ses sympathies sont pour les peuples ; si on lui fait renier ces peuples, il ne lui restera aucun allié. Elle marche entre trois menaces : le spectre révolutionnaire, un enfant qui joue au bout d'une longue file de tombeaux, un jeune homme à qui sa mère a donné le passé et son père l'avenir.

Aujourd'hui, c'est une chose convenue ;

que la Restauration étoit un temps d'oppression, l'Empire, une époque d'indépendance : deux flagrantes contre-vérités. Il seroit bien étonné de sa couronne civique, s'il revenoit à la vie, le Libéral de la Conscription, qui mitrailloit le peuple au 13 vendémiaire sur les marches de Saint-Roch, et faisoit sauter à Saint-Cloud la Représentation nationale par les fenêtres. La Liberté de la Presse, la Liberté de la Tribune, et la Royauté dans la rue, lui paroïtroient d'étranges éléments de son Empire. On va jusqu'à immoler notre réputation nationale à celle de Napoléon; il semble que nous n'étions rien sans lui. En nous vantant de notre Indépendance, ne tombons pas en extase devant le Despotisme; sachons mettre l'Honneur de la Patrie au dessus de la Gloire d'un homme, si grande qu'elle soit.

Quant à la Restauration, les quinze années de son existence avec leurs inconvénients, leurs fautes, leur stupidité, leurs tentatives de despotisme par les lois et par les actes, le mal-vouloir de l'esprit qui les dominoit;

ces quinze années sont, à tout prendre, les plus libres dont aient jamais joui les François depuis le commencement de leurs Annales.

Nous avons sous les yeux depuis six mois un miracle : tout pouvoir est brisé ; obéit qui veut ; la France se gouverne, et vit d'elle-même par le seul progrès de sa raison. Sous quel régime a-t-elle fait ce progrès ? Est-ce sous les lois de la Convention et du Directoire ; ou sous l'Absolutisme de l'Empire ? C'est sous le Régime légal de la Charte ; c'est pendant le Règne de la Liberté de la Tribune et de la Liberté de la Presse. Ce que j'ose dire aujourd'hui blessera les passions du moment : tout le monde le redira , quand l'effervescence réactionnaire sera calmée.

Ces quinze années de la Restauration n'ont pas même été sans éclat ; elles ont laissé pour monuments de beaux édifices, des statues, des canaux, de nouveaux quartiers dans Paris, des halles, des quais, des aqueducs, des embellissements sans nombre, une marine militaire recrée, la Grèce délivrée, une vaillante co-

lonie dans le repaire des anciens Pirates que l'Europe entière, pendant trois siècles n'avait pu détruire, un crédit public immense, une propriété industrielle dont l'État florissant ne se peut mieux attester que par les banqueroutes générales, l'effroyable ruine de nos manufactures et de nos places de commerce, depuis l'établissement de la Monarchie élective.

J'entends parler de l'abaissement où languissoit la France, en Europe, pendant la Restauration. Ceux qui s'expriment ainsi affrontoient apparemment les balles de la garde Royale à la tête de la jeunesse, dans les trois mémorables journées : marchant sans doute aujourd'hui dans le sens de la révolution opérée, ils ont nargué les Cosaques et les Pandourés, secouru les peuples qui répondoient à notre cri de liberté, et poussé jusqu'aux rives du Rhin nos générations bellicieuses. Ces fières insultes à la Restauration m'ont fait croire un matin que Buonaparte avait secoué sa poussière, abîmé dans la mer l'île qui lui servoit de tombe, et étoit revenu

en trois pas par les Pyramides, Austerlitz et Marengo. J'ai regardé : qu'ai-je aperçu ? De nobles champions sensibles au dernier point à notre deshonneur national, mais au fond les meilleures gens du monde. Ils ont obtenu la paix de l'Europe, en laissant assommer les peuples assez sots pour avoir pris au sérieux les déclarations de Non-Intervention. Cette pauvre Légitimité s'avisait quelquefois d'avoir du sang dans les veines. Elle osa aller de la Bidassoa à Cadix, malgré l'Angleterre; elle arma, combattit et vainquit en faveur de la Grèce; elle s'empara d'Alger, sous le canon de Malte; elle déclara qu'elle ne rendrait cette conquête que quand et comment il lui plairait. Le Gouvernement actuel brave une autre autorité: il refuse la Belgique malgré la nation; il laisse égorger les Polonais malgré la nation; il laisse ou va laisser l'Autriche occuper Parme, Plaisance, Modène, peut-être Bologne et le reste, malgré la nation. Qu'il continue à se conduire de la sorte, et les Cabinets de l'Europe le préféreront à la Monarchie passée; il gagnera sa légitimité auprès des Gouvernements légitimes, comme un cheva-

lier gaignoit jadis ses éperons, non la lance au poing, mais le chapeau bas.

Si des personnes froissées par la Restauration en parlent avec colère, je les comprends; si d'autres personnes ennemies du sang des Capets, veulent le bannir, et pensent qu'on ne peut achever une Révolution qu'en changeant la Race Royale, je ne m'explique pas leur haine, mais je fais la part à leur système; si les vrais triomphateurs de juillet s'expriment avec amertume sur ce qui leur sembloit comprimer leur énergie, je m'associe à leur généreuse ardeur et à leurs vives espérances. Mais quand des hommes qui marchaient à la queue de la Restauration, qui sollicitoient ses rubans et ses faveurs, qui brûloient d'être ses ministres, qui conservent même aujourd'hui ses pensions et ses places; quand ces hommes viennent raconter à la face du monde le mépris qu'ils sentent pour la Restauration, c'est trop fort : qu'ils le gardent pour eux; qu'ils sachent que les vrais amis de cette Restauration n'en ont jamais accepté que l'honneur et la liberté. J'ai entre les mains les lettres

intimes, à moi adressées, de mon illustre ami M. Canning : elles prouveront à la postérité que la France, sous la Restauration, n'étoit ni si humiliée, ni si endurante, ni si bravée qu'on l'affecte de croire. L'Empereur Alexandre me fourniroit d'autres témoins irrécusables de ce fait. Je possède les marques de la confiance dont il m'honorait ; il me faisoit écrire qu'il signeroit les yeux fermés tous les traités que je lui présenterois au nom de la France ; et la diplomatie n'ignore pas que je n'ai cessé de réclamer pour ma Patrie un partage plus équitable de l'Europe, que le partage des Traités de Vienne. Dans un plan général que j'avois fait adopter, et où se trouvoient comprises les Colonies espagnoles émancipées, nous aurions obtenu des limites qui n'auroient pas laissé Paris, deux fois occupé, à six marches de la cavalerie ennemie. Mais dans ce pays, de misérables jalousies ont-elles jamais accordé à un homme en place le temps d'achever quelque chose ? Si l'enfant à qui j'ai donné mon vote au mois d'août, eût passé au scrutin royal ; si je fusse entré dans

ses conseils ; si les troubles du Nord eussent éclaté, j'aurois appelé la jeune France autour de Henri V ; je lui aurois demandé d'effacer, avec le jeune Monarque, la honte de Louis XV. Que les Ministres de la Monarchie élective osent convoquer un pareil ban. Quand le Gouvernement actuel aura fait la guerre sous le drapeau tricolore , comme la Restauration sous le drapeau blanc, en présence de la Liberté de la presse ; quand il aura agrandi notre territoire, illustré nos armes, amélioré nos lois, rétabli l'ordre, relevé le crédit et le commerce, alors il pourra insulter à la Restauration ; jusque-là qu'il soit modeste : ce n'est pas la tête qu'il faut porter haut, c'est le cœur. Vous parlez de l'abaissement de la France, et vous êtes à genoux ! cela vous va mal. Les vaincus, qui ne le sont pas de votre main, peuvent encore, malgré leurs blessures, relever votre gant et vous renvoyer vos dédains.

Et pour dire un mot de ce système de *Non-Intervention*, dont on fait tant de bruit, je pense qu'un homme d'État ne doit ja-

mais énoncer des principes rigoureux à la tribune, car l'événement du lendemain peut le forcer à déroger à ces principes. Aussi avons-nous vu l'étrange embarras des Ministres, lorsque s'écriant toujours qu'ils n'intervenoient pas, ils intervenoient sans cesse dans les transactions de la Belgique. Le département des Relations extérieures avoit, de son propre avou, déclaré que la France ne consentiroit pas à l'entrée des Autrichiens dans les pays insurgés de l'Italie, et les Autrichiens sont entrés dans ces pays, et la France a laissé faire, et de généreux citoyens qui n'avoient agi qu'en se confiant à notre déclaration, gémissent peut être actuellement dans les cachots. On eût évité ces misérables contradictions, en se renfermant dans les règles de la politique. Un Gouvernement ne proclame pas de si haut des doctrines qu'il n'est pas sûr de pouvoir maintenir, ou qu'il ne se sent pas décidé à maintenir. Sans doute il professe des sentiments d'équité, de liberté et d'honneur ; mais il ne se lie pas par de vaines paroles ; il demeure libre d'intervenir ou de ne pas inter-

venir, selon les circonstances et dans les intérêts essentiels de l'État.

Le mot de cette énigme est facile à deviner : des hommes qui n'avoient pas bien compris la Révolution de juillet, qui en avoient peur, qui lui prêtoient leur propre faiblesse, ont cru que la Monarchie nouvelle ne pouvoit exister de droit, si elle n'étoit vite sanctionnée de tous les cabinets de l'Europe. Au lieu de contraindre à cette reconnaissance par une attitude de force et de grandeur, on l'a sollicitée par des offices de Chancellerie ; on a mis en avant le principe de Non-Intervention pour se cacher derrière. La reconnaissance obtenue (bien moins par l'effet du principe de la Non-Intervention, que par la frayeur que nous inspirions malgré l'humble posture du Conseil), on s'est trouvé embrouillé dans ce principe dont on n'avoit pas senti la portée : on l'avoit voulu pour vivre en paix, non pour vivre en gloire.

Certainement nous ne sommes pas obligés de nous constituer les champions de tous les peuples qui s'agiteront sur la terre ; mais il faut que nos discours et nos déclarations pu-

bliques ne leur soient pas un piège; il faut que ces déclarations ne servent pas à les jeter dans des entreprises au-dessus de leurs forces, car alors leur sang retomberoit sur nous. La France pouvoit rester tranquille; mais si elle s'est offerte pour Témoin de la Liberté, dans tout duel entre cette Liberté et le Pouvoir, elle doit être là pour arranger l'affaire avec ses bons offices ou son épée.

Résulte-t-il de ceci, que je conseillerois la guerre si j'avois le droit de donner un conseil? Il y a cinq ou six mois que j'aurois dit sans hésiter : « Profitez de la nouvelle position de la France, de son énergie, de la bienveillance des nations, de la frayeur des cabinets, pour lui faire obtenir par des traités ou par les armes les limites qui manquent à sa sûreté et à son indépendance. » C'étoit une condition de vie pour un Gouvernement qui auroit compris le mouvement de Juillet. Maintenant l'heure n'est-elle point passée? L'Europe a été témoin de nos tergiversations; les Rois sont revenus de leur stupeur, les Peuples de leurs espérances ;

ceux-ci même trompés, sont devenus indifférents ou ennemis. Notre Révolution n'a plus les caractères purs et distinctifs de son origine ; elle n'est plus qu'une Révolution vulgaire ; des esprits communs l'ont engagée dans des routes communes. Ce qui se seroit opéré par l'élan naturel des masses, ne pourroit peut-être s'accomplir actuellement que par des moyens devant lesquels tout homme de bien reculeroit. Hélas ! telle a été l'Administration de la France depuis quelques mois, que je vois des citoyens éclairés, d'un jugement sain, d'une âme élevée, incliner à croire qu'il y auroit danger pour l'ordre intérieur dans une rupture avec l'Étranger. Sommes-nous donc véritablement forcés à nous contenter des assurances des Cabinets qui nous promettent de nous faire grâce de la guerre ? Sommes-nous obligés d'avouer contradictoirement aujourd'hui que nous laisserons agir l'Europe comme bon lui semblera chez nos voisins, que nous ne défendrons que notre territoire, après nous être déclarés si chevaleresquement par la Non-

Intervention, les Paladins de la Liberté des Peuples? L'honneur de la France se réduit-il à la seule résistance que nous opposerions à une invasion? Faut-il compter pour rien notre renommée et notre parole? En vérité, si les fautes des précédentes Administrations ont mis l'Administration actuelle dans l'impérieuse nécessité d'adopter par raison un système qui fut suivi par faiblesse, il la faut plaindre. Nous armions pour faire désarmer, nous nous ruinons pour empêcher ce qu'on prévoiroit être notre ruine : ce n'étoit pas à donner des preuves de cette courageuse résignation, que la France s'étoit crue appelée après les journées de Juillet.

A entendre les déclamations de cette heure, il semble que les exilés d'Edimbourg soient les plus petits compagnons du monde, et qu'ils ne fassent faute nulle part. Il ne manque aujourd'hui au présent que le passé; c'est peu de chose! comme si les siècles ne se servoient pas de base les uns aux autres, et que le dernier arrivé se pût tenir en l'air! Comment se fait-il que, par le déplacement d'un seul

homme à Saint-Cloud, il ait fallu prêter trente millions au commerce, vendre pour 200 millions de bois de l'État, augmenter les perceptions de 55 centimes sur le principal de la contribution foncière et de 50 centimes sur la contribution des patentes? Jamais Sacre royal a-t-il coûté aussi cher que notre Inauguration républicaine? Notre vanité aura beau se choquer des souvenirs, gratter les fleurs de lis, proscrire les noms et les personnes, cette famille héritière de mille années, a laissé par sa retraite un vide immense; on le sent partout. Ces individus, si chétifs à nos yeux, ont ébranlé l'Europe dans leur chute. Pour peu que les événements produisent leurs effets naturels, et qu'ils amènent leurs rigoureuses conséquences, Charles X en abdiquant aura fait abdiquer avec lui tous ces Rois gothiques, grands vassaux du passé sous la suzeraineté des Capets.

Les hommes de théorie prétendent qu'on a gagné à la chute de la Légimité le principe de l'Élection.

L'Élection est un droit naturel, primitif, incontestable; mais l'Élection est de l'enfance de la société, lorsqu'un peuple opprimé et sans garanties légales n'a d'autre moyen de délivrance que le choix libre d'un autre chef. Sous l'empire d'une civilisation avancée, quand il y a des lois écrites, quand le Prince ne peut transgresser ces lois sans les armer contre lui, sans s'exposer à voir passer sa couronne à son héritier, l'Élection perd son premier avantage; il ne lui reste que les dangers de sa mobilité et de son caprice. Dans un État politique incomplet, l'Élection est la Constitution tout entière; dans un État politique perfectionné, la Constitution est l'Élection dépouillée de ce qu'elle a de passionné, d'ambitieux, d'anarchique et d'insurrectionnel. Que si, par l'Élection, on arrive au changement de race, ce qui peut être quelquefois utile, on arrive aussi à la multiplication des Dynasties royales, aux guerres civiles comme en Pologne, à la succession électorale des tyrans militaires comme dans l'Empire Romain.

Par l'Élection, le principe de l'ordre n'étant pas perpétuel dans une famille perpétuellement gouvernante, ce principe est transitoire dans la personne royale transitoire; il manque de solidité, et, selon le caractère de l'individu appelé au trône, il se détend jusqu'à l'anarchie, ou se tend jusqu'au despotisme. Si, frappé de ces périls, vous ajoutez l'Hérédité à l'Élection, vous créez une forme politique amphibie à tête de Roi, à queue de peuple, qui a le double inconvénient de l'Élection et de la Légimité, sans avoir les avantages de l'une et de l'autre.

Nous marchons à une révolution générale; si la transformation qui s'opère suit sa pente et ne rencontre aucun obstacle, si la raison populaire continue son développement progressif, si l'éducation morale des classes intermédiaires ne souffre point d'interruption, les nations se nivelleront dans une égale liberté; si cette transformation est arrêtée, les nations se nivelleront dans un égal despotisme. Ce despotisme durera peu à cause de l'âge avancé des lumières, mais il sera rude,

et une longue dissolution sociale le suivra. Il ne peut résulter des journées de Juillet, à une époque plus ou moins reculée, que des républiques permanentes ou des gouvernements militaires passagers, que remplaceroit le chaos. Les Rois pourroient encore sauver l'ordre et la Monarchie en faisant les concessions nécessaires : les feront-ils ? Point ne le pense.

Préoccupé que je suis de ces idées, on voit pourquoi j'ai dû demeurer fidèle, comme individu, à ce qui me sembloit la meilleure sauve-garde des libertés publiques, la voie la moins périlleuse par laquelle on pouvoit arriver au complément de ces libertés.

Ce n'est pas que j'aie la prétention d'être un larmoyant prédicant de politique sentimentale, un rabâcheur de panache blanc et des lieux communs à la Henri IV. En parcourant des yeux l'espace qui sépare la tour du Temple du château d'Edimbourg, je trouverois sans doute autant de calamités entassées qu'il y a de siècles accumulés sur une noble race. Une femme de douleur a sur-

tout été chargée du fardeau le plus lourd, comme la plus forte : il n'y a cœur qui ne se brise à son souvenir; ses souffrances sont montées si haut, qu'elles sont devenues une des grandeurs de la Révolution. Mais enfin on n'est pas obligé d'être Roi : la Providence envoie les afflictions particulières à qui elle veut, toujours brèves parce que la vie est courte; et ces afflictions ne sont point comptées dans les destinées générales des peuples.

Je ne m'appitoie point sur une catastrophe provoquée; il y a eu parjure, et meurtre à l'appui du parjure : je l'ai proclamé le premier en refusant de prêter serment au vainqueur. La Charte étoit *octroyée*? Cela signifioit-il que toutes les conditions étoient d'un côté, aucune de l'autre? Pour cette Charte *octroyée*, la France avoit donné plus d'un milliard annuel; elle avoit accordé le milliard des émigrés, les milliards des étrangers; voilà comme le contrat étoit devenu synallagmatique. N'en vouloit-on plus de ce contrat? Dans ce cas il falloit rendre une vingtaine de milliards, supposer qu'il n'y avoit rien de fait, reprendre

ses premières positions hors du pays ; alors on auroit négocié de nouveau, et l'on eût vu si la Nation consentoit à la légitimité sans la Charte.

Mais parce qu'on rencontroit une opposition constitutionnelle, dans une Chambre qui depuis a prouvé assez qu'elle n'étoit ni factieuse ni républicaine ; sous le prétexte de conspirations qui n'existoient pas ou qui n'ont existé que jusqu'à l'année 1823, priver toute une Nation de ses droits ! mettre la France en interdit ! c'étoit une odieuse bêtise qui a reçu et mérité son châtiment. Si cette entreprise de l'imbécillité et de la folie eût réussi pendant quelques jours, le sang eût coulé. La foiblesse victorieuse est implacable ; toutes les paroles des courtisans et des espions jubiloient de vengeance. Moi qui parle , j'aurois été le premier sacrifié , car rien ne m'auroit empêché d'écrire. Je me serois cru le droit de repousser la violence par la violence, de tuer quiconque seroit venu m'arrêter, une ordonnance et non une loi à la main. Eh bien ! toutes ces concessions faites,

notre recours à une vengeance sans prévision et sans limites n'en est pas moins un des plus funestes accidents qui aient pu arriver aux libertés comme à la paix du monde.

Que voulons-nous ? que cherchons-nous ? un niveau plus parfait encore que celui qui nous égalise ? Mais l'inégalité renaît de la nature même des hommes et des choses. Combien de révolutionnaires, choqués de n'arriver à rien dans le cours de la Révolution, tournèrent sur eux les mains désespérées qu'ils avoient portées sur la Société ! Le Bonnet rouge ne parut plus à leur orgueil qu'une autre espèce de Couronne , et le Sansculotisme qu'une sorte de noblesse dont les Marat et les Robespierre étoient les Grands Seigneurs. Furieux de retrouver l'inégalité des rangs jusque dans le monde des douleurs et des larmes , condamnés à n'être encore que des Vilains dans la Féodalité des niveleurs et des bourreaux, ils s'empoisonnèrent ou se coupèrent la gorge avec rage , pour échapper aux Supériorités du crime.

Nous remettrons-nous entre les mains de

ces vétérans révolutionnaires, de ces invalides coupe-têtes de 1793, qui ne trouvent rien de si beau que les batailles de la guillotine, que les victoires remportées par le bourreau sur les jeunes filles de Verdun et sur le vieillard Malesherbes? qui croient qu'on se laisseroit trancher le col aujourd'hui aussi bénévolement qu'autrefois? qu'il seroit possible de rétablir le meurtre légal et le superbe règne de la Terreur, le tout pour jeter ensuite la France échevelée et saignante sous le sabre d'un Buonaparte au petit pied, avec accompagnement de bâillons, menottes, autres menues fers, et parodie impériale?

D'un autre côté, que voudroit ce vieux parti royaliste, plein d'honneur et de probité, mais dont l'entendement est comme un cachot voûté et muré, sans porte, sans fenêtre, sans soupirail, sans aucune issue à travers laquelle se pût glisser le moindre rayon de lumière? Ce vieux et respectable parti retomberoit demain dans les fautes qu'il a faites hier : toujours dupe des hypocrites, des intrigants, des escrocs, et des espions, il passe

sa vie dans de petites manigances, qu'il prend pour de grandes conspirations.

Entre les hommes qui livreroient toutes nos libertés pour une place de garçon de peine au service de la Légimité, et ceux qui les vendroient pour du sang à une usurpation de leur choix, et ceux qui n'étant ni de l'un ni de l'autre bord restent immobiles au milieu, on est bien embarrassé.

Les systèmes politiques ne m'ont jamais effrayé; je les ai tous rêvés; il n'y a point d'idées de cette nature dont je n'aie cent et cent fois parcouru le cercle. J'en suis arrivé à ce point, que je ne crois ni aux peuples ni aux Rois; je crois à l'intelligence et aux faits qui composent toute la société. Personne n'est plus persuadé que moi de la perfectibilité de la nature humaine; mais je ne veux pas, quand on me parle de l'avenir, qu'on me vienne donner pour du neuf les guenilles qui pendent depuis deux mille ans dans les écoles des philosophes grets et dans les prêches des hérésiarques chrétiens. Je dois avertir la jeunesse que lorsqu'on l'entretient de la commu-

nauté des biens, des femmes, des enfants, du pêle-mêle des corps et des âmes, du panthéisme, du culte de la pure raison, etc., je la dois avertir que quand on lui parle de toutes ces choses comme des découvertes de notre temps, on se moque d'elle : ces nouveautés sont les plus vieilles comme les plus déplorables chimères. Que cette admirable portion de la France, n'abuse pas de sa force ! Qu'elle se garde d'ébranler les colonnes du temple ! On peut abattre sur soi l'avenir ; et plus d'une fois les François se sont ensevelis sous les ruines qu'ils ont faites.

Sans préjugés d'aucune sorte, c'est donc pour mon pays que je déplore une subversion trop rapide. J'aurais désiré qu'on se fût arrêté à l'innocence et au malheur. La Barrière était belle ; l'Étendard de la Liberté y aurait flotté avec moins de chances de tempêtes, et tous les intérêts s'y seroient ralliés. La Jeunesse auroit été appelée naturellement à prendre possession d'une ère qui lui appartenait. On franchissoit deux degrés ; on se délivroit de 25 ou 30 ans

de caducité; on avoit un enfant qu'on eût élevé dans les idées du temps, façonné aux opinions et aux besoins de la Patrie. On aurait fait tous les changements que l'on auroit voulu à la Charte et aux Lois. Ajoutez de la gloire, ce qui étoit facile, à cette entrée de règne, au milieu de la plus abondante liberté, et vous auriez fait de ce règne une des grandes époques de nos Fastes.

Lorsque je dis que la Jeunesse auroit été appelée à son naturel héritage, je n'avance rien qui ne soit hors de doute. La Restauration ne méconnoissoit aucun talent, témoin les hommes qui sont aujourd'hui au Pouvoir. M. le maréchal Soult, M. le baron Louis, ont été Ministres de Louis XVIII. M. de Villèle, au moment de sa chute, vouloit faire donner le portefeuille des Finances à M. Lafitte. Quand M. de Villèle fut tombé, on me proposa de rentrer au Ministère; j'y consentis, mais à condition que MM. Casimir Périer, Sébastiani et Boyer-Collard entreroient avec moi : cela ne se put arranger pour le moment. Il paroît que Charles X s'est souvenu à

Saint-Cloud de ma proposition, puisqu'il avoit nommé M. Casimir Périer, Ministre des Finances de Henri V. On offrit à M. de Rigny, en 1829, le Portefeuille de la Marine. MM. d'Argout et de Montalivet ont reçu la Pairie de la Légimité : le second a même hérité, non seulement de la Pairie de son père, mais encore collatéralement de la Pairie de son frère; faveur bien méritée sans doute, mais tout-à-fait particulière. En vérité, je crois que la Restauration n'a jamais cordialement repoussé que moi.

Mais pouvoit-on s'arrêter à Henri V? Oui, avec moins de poltronnerie d'un côté et plus de sang-froid de l'autre. On prétend que le Monarque mineur n'auroit pu tenir auprès de la Royauté abdicquée, que les intrigues de la vieille cour auroient tout miné; que deux pouvoirs, l'un de droit, l'autre de fait, se combattant dans l'État, l'auroient détruit; et qu'enfin la prétention du pouvoir primitif constituant, du droit divin, seroit toujours restée.

Je ne suis pas de cette opinion : je crois

qu'en appelant autour de Henri de Béarn les hommes forts qui n'ont pas même trouvé place dans la Monarchie élective, tous les chefs énergiques du passé libéral et militaire, tous les talents, toute la jeunesse, on auroit facilement dompté les vénéurs, les douairières, les inquisiteurs et les publicistes de Saint-Germain et de Fontainebleau. D'ailleurs, l'expérience a prouvé qu'un Roi déchû a bien peu de puissance. Charles X et son fils, dans le cas où ils fussent demeurés en France, loin d'être entourés et recherchés, auroient été bientôt plongés dans une profonde solitude.

Supposez-vous le contraire? Alors il étoit toujours temps de faire ce qu'on a fait le 6 août; on auroit eu l'avantage de convaincre la France par l'expérience, qu'on ne pouvoit pas s'abriter sous la branche aînée des Bourbons, que force étoit d'élire un nouveau Monarque. Enfin admettons qu'il fût utile de déposer, sans l'essayer et sans l'entendre, cet orphelin privé tour à tour sur le sol françois de son père, de sa couronne et de sa

tombe, admettons que ce règne présumé n'eût pas été heureux, êtes-vous mieux aujourd'hui, êtes-vous plus assurés de l'avenir?

Dans tous les cas, un Congrès national réuni pour examiner ce qu'il y avoit à faire, auroit été préférable, selon moi, à un Gouvernement improvisé de ville en ville, pour 33 millions d'hommes, avec le passage d'une diligence surmontée d'un drapeau. Ceux même qui ont commencé le mouvement, le vouloient-ils aussi complet? Chaque peuple a son défaut: celui du peuple français est d'aller trop vite, de traverser tout, de se trouver de l'autre côté du bien, au lieu de se fixer dans ce bien, lorsqu'il le rencontre. Au moral comme au physique, nous nous portons sans cesse au delà du but; nous foulons aux pieds les idées, comme nous passons sur le ventre des ennemis: nos conquêtes auroient dû s'arrêter au Rhin, et nous avons couru à Moscou, et nous voulions courir aux Indes.

Le Gouvernement actuel me protège comme un étranger paisible; je dois à ses Lois recon-

noissance et soumission, tant que j'habite sur le sol où il me permet de respirer. Je lui souhaite des prospérités, parce qu'avant tout je désire celles de la France; ses ministres sont honorables; quelques uns sont habiles. Le chef de l'État mérite des respects; il ne fait point le mal; il n'a pas versé une goutte de sang; il s'élève au dessus des attaques; il comprend la foi jurée à un autre autel que le sien : cela est digne et royal; mais cela ne change pas la nature des faits. Je ne puis servir le Gouvernement qui existe, parce que je crains qu'il ne puisse arriver à l'ordre que par l'oppression de la liberté, et qu'il me semble exposé s'il veut maintenir la liberté, à tomber dans l'anarchie.

Au surplus, je serai heureux de me tromper. On remarque quelque chose d'usé dans ce pays parmi les hommes, qui peut mener au repos. L'incertitude de l'avenir est si grande; on connoît si peu le point de l'horizon d'où partira la lumière; on a depuis quarante ans une telle habitude de changer de Gouvernement, une telle facilité

à s'accommoder de rien et de tout , une telle épouvante du retour des crimes et des malheurs de la Révolution , qu'on ira peut-être mieux que je ne le pense , et aussi bien que je le désire. Peut-être arrivera-t-il une Chambre qui constituera au dessous de la Royauté , trop peu puissante , une République d'occasion sachant faire marcher la liberté avec l'ordre ; peut-être surgira-t-il des génies capables de maîtriser le temps ; peut-être quelque accident imprévu , quelque secret de Dieu , viendra-t-il tout arranger. Les faits ne seront peut-être pas logiques ; ils iront peut-être à l'encontre de toutes les prévisions , de tous les calculs ; il y a peut-être dans la nation assez de modération et de lumières pour surmonter les obstacles au bien , pour amortir ou repousser les assauts de la presse périodique : Dieu le veuille ! Que la France soit libre , glorieuse , florissante , n'importe , par qui et comment , je bénirai le Ciel.

Les raisons générales qui m'ont empêché de reconnoître la Monarchie élective , se déduisent des choses ci-dessus relatées. Quant

aux motifs personnels de ma conduite, ils sont encore plus faciles à comprendre. Je n'ai pas voulu me mettre en contradiction avec moi-même, armer mon long passé contre mon court avenir, rougir à chaque mot qui sortiroit de ma bouche, ne pouvoir me relire sans baisser la tête de honte. Les journées de Juillet m'enlevoient tout ; hors l'estime publique : je l'ai voulu garder.

Que la proposition qui bannit à jamais la famille déchue du territoire François soit un corollaire de la déchéance de cette famille, cette nécessité en fait naître une autre pour moi dans le sens opposé, celle de me séparer plus que jamais de ce qui existe, de prendre acte nouveau et public de cette séparation : je chercherois d'ailleurs en vain ma place dans les diverses catégories des personnes qui se sont rattachées à l'ordre de choses actuel.

Il y a des hommes qui, par le sentiment de leur talent et de leur vertu, ont dû servir leur Patrie quand il ne leur a plus été possible de maintenir la forme de Gouvernement qu'ils préféreroient : je les admire ; mais de si

hautes raisons n'appartiennent ni à ma faiblesse ni à mon insuffisance.

Il y a des hommes qui ont prononcé la déchéance de Charles X et de ses descendants par devoir; et dans la ferme conviction que c'est ce qu'il y avoit de mieux pour le salut de la France. Ils ont eu raison, puisqu'ils étoient persuadés; je ne l'étois pas; je n'ai pu imiter leur exemple.

Il y a des hommes qui ne pouvoient, ni interrompre leur carrière, ni compromettre des intérêts de famille, ni priver leur pays de leurs lumières, parce qu'il avoit plu au Gouvernement de faire des folies: ils ont agi très bien, en s'attachant au Pouvoir nouveau. Si, toutes les fois qu'un Monarque tombe, il falloit que tous les individus grands et petits tombassent avec lui, il n'y auroit pas de société possible. La Couronne doit tenir sa parole; quand elle y manque, les sujets ou les citoyens sont dégagés de la leur. Mais les antécédents de ma vie ne me permettoient pas de suivre cette règle générale, et je me trouvois placé dans l'exception.

Il y a des hommes qui détestent la Dynas-

tie des Bourbons, et qui ont juré son exil : je crois qu'il est temps d'en finir avec les proscriptions et les exils; J'ai rendu, comme Ministre et comme Ambassadeur, tous les services que j'ai pu à la famille Buonaparte; elle me peut désavouer, si je ne dis pas ici la vérité: il n'a pas tenu à moi qu'elle n'ait été rappelée en France, et que même la statue de Napoléon n'ait été replacée au haut de sa colonne. C'est ainsi que je comprenois largement la Monarchie légitime : il me sembloit que la Liberté devoit regarder la Gloire en face.

Il y a des hommes qui, croyant à la souveraineté du peuple, ont voulu faire triompher ce principe suranné de la vieille école politique : moi, je ne crois point au droit divin, mais je ne crois pas davantage à la souveraineté du peuple. Je puis très volontiers me passer d'un Roi, mais je ne me reconnois pas le droit d'imposer à personne le Roi que j'aurois choisi. Monarque pour Monarque, Henri de Béarn me paroissoit préférable pour l'ordre et la Liberté de la France. J'ai donc donné ma voix à Henri V, comme mon voi-

sin de droite a pu choisir Louis-Philippe I^{er}, mon voisin de gauche Napoléon II, mon voisin en face la République.

Il y a des hommes qui, après avoir prêté serment à la République une et indivisible, au Directoire en cinq personnes, au Consulat en trois, à l'Empire en une seule, à la première Restauration, à l'Acte additionnel, aux Constitutions de l'Empire, à la seconde Restauration, ont encore quelque chose à prêter à Louis-Philippe : je ne suis pas si riche.

Il y a des hommes qui ont jeté leur parole sur la place de Grève, en juillet, comme ces chevriers romains qui jouent à *pair ou non*, parmi des ruines. Ces hommes n'ont vu dans la dernière Révolution qu'un coup de dé; pourvu que cette Révolution dure assez pour qu'ils puissent tricher la fortune, adviene que pourra. Ils traitent de niais et de sot, quiconque ne réduit pas la politique à des intérêts privés : je suis un niais et un sot.

Il y a des peureux qui auroient bien voulu ne pas jurer, mais qui se voyoient égor-

gés eux, leurs grands parents, leurs petits enfants et tous les propriétaires, s'ils n'avoient tremblotté leur serment : ceci est un effet physique que je n'ai pas encore éprouvé ; j'attendrai l'infirmité, et si elle m'arrive, j'aviserai.

Il y a des grands Seigneurs de l'Empire unis à leurs pensions par des liens sacrés et indissolubles, quelle que soit la main dont elles tombent : une pension est à leurs yeux un sacrement ; elle imprime caractère comme la prêtrise et le mariage ; toute tête pensionnée ne peut cesser de l'être : les pensions étant demeurées à la charge du Trésor, ils sont restés à la charge du même Trésor. Moi j'ai l'habitude du divorce avec la fortune ; trop vieux pour elle, je l'abandonne, de peur qu'elle ne me quitte.

Il y a de hauts Barons du Trône et de l'Autel, qui n'ont point trahi les Ordonnances ; non ! mais l'insuffisance des moyens employés pour mettre à exécution ces Ordonnances a échauffé leur bile : indignés qu'on ait failli au despotisme, ils ont été chercher une

autre anti-chambre. Il m'est impossible de partager leur indignation et leur demeure.

Il y a des gens de conscience qui ne sont parjures que pour être parjures, qui cédant à la force n'en sont pas moins pour le droit. Ils pleurent sur ce pauvre Charles X, qu'ils ont d'abord entraîné à sa perte par leurs conseils, et ensuite mis à mort par leur serment; mais si jamais lui ou sa race ressuscite, ils seront des foudres de Légimité. Moi, j'ai toujours été dévot à la mort, et je suis le convoi de la vieille Monarchie comme le chien du pauvre.

Enfin, il y a de loyaux Chevaliers qui ont dans leur poche des dispenses d'honneur et des permissions d'infidélité; je n'en ai point.

J'étois l'homme de la Restauration *possible*, de la Restauration avec toutes les sortes de libertés. Cette Restauration m'a pris pour un ennemi; elle s'est perdue: je dois subir son sort. Irai-je attacher quelques années qui me restent à une fortune nouvelle, comme ces bas de robes que les femmes traînent de cours en cours, et sur lesquels tout le monde peut marcher? A la tête des jeunes

générations , je serois suspect; derrière elles , ce n'est pas ma place. Je sens très bien qu'aucune de mes facultés n'a vieilli ; mieux que jamais je comprends mon siècle ; je pénétre plus hardiment dans l'avenir que personne ; mais la fatalité a prononcé : finir sa vie à propos est une condition nécessaire de l'homme public.

Je dois, en terminant, prévenir une méprise qui pourroit naître dans certains esprits, de ce que je viens d'exposer.

De prétendus Royalistes n'aspirent , dit-on , qu'à voir l'Europe attaquer la France. Eh bien ! le jour où la France seroit envahie seroit celui qui changeroit mes devoirs. Je ne veux tromper personne ; je ne trahirai pas plus ma Patrie que mes serments. Royalistes, s'il en existe de tels , qui appelez de vos vœux les baïonnettes ennemies , ne vous abusez pas sur mes sentiments ; reprenez contre moi votre haine et vos calomnies ; je reste , un Renégat pour vous ; un abîme sans fond nous sépare. Aujourd'hui je sacrifierois ma vie à l'Enfant du malheur ; demain , si mes paroles avoient

quelque puissance, je les emploierois à rallier les François contre l'étranger qui rapporteroit Henri V dans ses bras.

Si j'avois l'honneur de faire encore partie de la Chambre des Pairs, j'aurois dit à la Tribune de cette Chambre ce que je dis dans cette brochure, sauf ce qui est relatif au serment, car sous ce rapport ma position n'eût plus été la même. Ma voix sera peut-être importune : mais que l'on se console ; on l'entend pour la dernière fois dans les affaires politiques, toutes choses demeurant comme elles sont. Prêt à aller mourir sur la terre étrangère, je voudrois qu'il n'y eût plus d'autre François exilé que moi ; je voudrois que la Proposition de bannissement ne fût pas adoptée : c'est en faveur de quelques têtes qu'on veut proscrire, que je publie mon Opinion. Au mois d'août, je demandois pour le Duc de Bordeaux une Couronne ; je ne sollicite aujourd'hui pour lui que l'espérance d'un tombeau dans sa patrie : est-ce trop ?

FIN.